

# La violence populaire est une réponse à la violence d'Etat

Comité Action Palestine

Le 27 juin 2023 à Nanterre, Nahel, 17 ans, est assassiné par la police sous l'œil de la caméra d'un passant. Quelques jours après, dans la nuit du 1 au 2 juillet, la police récidive. C'est au tour de Mohammed 27ans de perdre la vie à la suite d'un tir de LBD. La même nuit, Hedi, 22ans, reçoit également une balle de LBD dans le crâne avant d'être trainé dans une ruelle, tabassé et laissé pour mort. Il échappe à celle-ci mais avec d'irréparables séquelles. Plus récemment le mercredi 6 septembre à Elancourt, Sefa 16ans, se fait percuter en scooter par une voiture de police et serait toujours en état de mort cérébrale. Depuis trois décennies, la liste est longue des jeunes Arabes et Noirs assassinés dans des circonstances similaires. Face à ces crimes, l'histoire semble se répéter. En 2005, à la suite de la mort de Zyed et Bouna, l'insurrection a duré un mois dans tous les quartiers populaires pour dénoncer le racisme et les discriminations. En 2023 l'assassinat de Nahel a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'embrasement est massif. En quelques jours, les lieux de représentation symbolique de l'Etat, des Municipalités, mais aussi les banques et les centres commerciaux qui étranglent les quartiers populaires sont systématiquement visés. Les jeunes n'en peuvent plus d'être les victimes sans voix de cette société injuste.

L'exécution filmée de Nahel a permis au slogan «la police tue» de ne pouvoir être nié par toute une partie de la population. Oui les policiers ont le permis de tuer parce que dans la très grande majorité des crimes commis, il n'y a pas eu de condamnation. La police tue et la justice cautionne dès lors que les victimes sont des habitants des banlieues ou des classes populaires. Les jeunes des quartiers écopent de la

prison ferme pour le moindre signe de rébellion et méritent la peine de mort pour la moindre infraction, c'est en substance le message envoyé par le pouvoir à ses forces sécuritaires qui agissent en toute impunité.

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets : la violence économique, la violence policière et le racisme d'Etat généreront toujours les mêmes réactions populaires. La police est une institution par nature violente. C'est son rôle de réprimer, voire de tuer. Les Gilets Jaunes et les militants anticapitalistes en ont une conscience aiguë, eux qui ont aussi eu à subir l'extrême violence de l'appareil policier. Tuer, amputer, éborgner, matraquer pour que l'ordre des possédants et des capitalistes soit assuré. La propagande officielle nous raconte toujours la même fable quand la police tue : c'est un acte isolé. Or le nombre d'assassinats de jeunes des quartiers populaires montre parfaitement que la violence est le cœur qui bat de la police. Le racisme est son âme. La situation insurrectionnelle dans les quartiers populaires est une conséquence logique et légitime. Face à une institution policière qui assassine dans l'impunité totale ou presque, il ne reste plus que la révolte. Car c'est bien la révolte qui a fait que les assassinats de Nahel, Zyad et Bouna font figure d'exception dans la tragédie de ces quartiers. La très grande majorité des jeunes tués par la police le sont dans l'indifférence la plus totale.

En effet, malgré la colère populaire exprimée en 2005, puis en 2023, le meurtre des jeunes de banlieue ne cesse pas. Pourtant la révolte et l'établissement d'un rapport de force sont bien les seules options quand la classe politique fait semblant de s'indigner, quand la justice fait semblant de juger et quand la police fait semblant de se réformer.

Nous saluons la mémoire de tous ceux tombés sous les balles de la police et nous affirmons qu'il est de notre devoir de soutenir l'expression de la colère des quartiers populaires. Nous dénonçons également les tentatives de récupération de

cette colère légitime par les partis politiques et  
organisations françaises.